

Fondation Copernic

Pour remettre à l'endroit tout ce que le libéralisme fait fonctionner à l'envers

PERSONNE NE PEUT VIVRE A MOINS DE 1200 EUROS PAR MOIS !

Chômage, précarité, activité réduite, intermittence, intérim, vacations, dans le secteur privé mais aussi dans le public ...Nous sommes de plus en plus nombreux, et de plus en plus nombreuses, à être déjà concerné-e-s, ou à risquer de l'être.

Chômeurs et chômeuses de longue durée, recalculé-e-s, en pré-retraite, à temps partiel contraint, titulaires de minima sociaux, sans domicile, interdit-e-s bancaires...

Licencié-e-s, « remercié-e-s », viré-e-s, jeté-e-s, parfois du jour au lendemain, parfois après de nombreux CDD pas toujours légaux, parfois après nous avoir fait miroiter une embauche de longs mois durant...ce sont nos vies, celles de nos proches, qui en sont affectées, fracassées, brisées.

Nous sommes toujours trop ou pas assez : trop jeunes, trop vieux, trop gros, la peau trop foncée, trop femmes, trop qualifié-e-s mais pas assez formé-e-s...

Dans l'emploi ou sans emploi, nous sommes sommé-e-s de nous adapter à une concurrence féroce, sommé-e-s d'être concurrents les uns, les unes contre les autres, sans cesse davantage contrôlé-e-s, et tant pis pour les plus fragiles.

Femmes, responsables d'une famille monoparentale, hommes et femmes en attente de papiers, et bien d'autres : nous sommes doublement exposé-e-s.

Depuis 30 ans, quelles que soient les « sorties de tunnel » annoncées, le chômage, la précarité, augmentent dans ce pays,

Depuis 25 ans, les droits des salariés baissent. Encore plus quand on est au chômage ou sur contrat précaire.

Beaucoup moins d'un chômeur ou d'une chômeuse sur deux est indemnisé par l'ASSEDIC ; la moitié reçoit moins de 850 euros par mois. Les 400 euros du RMI ou de l'ASS que d'autres perçoivent ne permettent pas de survivre !

Les jeunes de moins de 25 ans, les sans-papiers, celles et ceux qui ont un compagnon avec un revenu, sont interdits d'accès à ces minima, et contraints à la dépendance ou à l'humiliation.

Les chiffres officiels annoncent 2,5 millions de chômeurs : en ne comptant qu'une catégorie, ils font disparaître la moitié d'entre nous. En 2003, 6 millions de personnes sont passées par la case Assedic : près d'un actif sur 3 !

Les contrôles et les radiations s'intensifient, qui font régner la peur et une soumission accrue : ils ne font pas diminuer le chômage, ils abaissent artificiellement le nombre de chômeurs et de chômeuses .

Nous le disons avec force : nous ne sommes pas responsables du chômage que produit le capitalisme! Nous ne voulons plus être montré-e-s du doigt, stigmatisé-e-s, désigné-e-s, contrôlé-e-s.

Le chômage nous concerne tous et toutes : les politiques gouvernementales et patronales, françaises comme européennes mènent à toujours plus de précarité et de flexibilité, sans aucune garantie en contrepartie.

La « stratégie européenne pour l'emploi » comme les « grandes orientations de politique économique » qui s'imposent dans chacun des pays n'ont pas pour objet de faire reculer réellement le chômage, bien au contraire : elles maintiennent un chômage massif, de plus en plus mal indemnisé, pour tirer vers le bas toutes les protections sociales, toutes les conditions de travail, toutes les garanties collectives, tous les salaires.

Lorsque les indemnités chômage sont réduites, lorsque les contrôles sur les demandeurs d'emploi prolifèrent, ce sont les conditions d'activité et les revenus de TOUS les salarié-e-s qui en sont affectées !

Tous les salaires, toutes les conditions de travail, toutes les protections sont maintenant tirées vers le bas. Cela doit changer sans attendre. C'est possible, avec un peu de volonté politique : il suffit de 20 milliards d'euros pour que les revenus de TOUS et de TOUTES ne soient jamais inférieurs à 1200 euros . Cela représente moins de 1,5% du PIB français. C'est une mesure de justice, de solidarité... et de relance économique !

Les dividendes versés aux actionnaires augmentent constamment : on peut calculer les cotisations chômage des entreprises sur la totalité de la richesse produite et non sur la seule masse salariale.

Pour mettre un coup d'arrêt à cette spirale infernale qui nous affaiblit et nous divise, il faut une indemnisation du chômage de haut niveau, il faut garantir à tous et toutes un revenu pour vivre, il faut une continuité des droits : il y a URGENCE !

La précarisation de nos vies gagne chaque jour du terrain sous de multiples formes : chômage, temps partiel contraint, intermittence, vacations, CDD, intérim, faux artisanat...

L'ensemble du monde du travail est concerné. C'est pour cela que nous appelons à faire converger nos forces, et que nous signons ensemble, que nous ayons un emploi ou non, pour obtenir :

- 1° qu'il n'y ait plus aucun revenu inférieur au SMIC mensuel parce que vivre avec moins c'est impossible.
- 2° qu'on cesse de faire la guerre aux chômeurs et aux chômeuses au lieu de combattre le chômage et la précarité.
- 3° que les contrôles toujours renforcés et les radiations cessent .
- 4° qu'un système généralisé de sécurité économique et sociale garantisse :
 - une continuité des droits à l'emploi, à la formation, à l'indemnisation
 - l'accès de tous et de toutes aux mêmes droits, quel que soit l'âge, la situation familiale, le passé professionnel
 - le libre choix de son emploi et de sa formation
- 5° que les salarié-e-s disposent de nouveaux droits, qu'ils et elles soient représenté-e-s partout où se décide leur sort, en particulier les chômeurs et les précaires, par leurs organisations, syndicales et associatives.

Nous appelons à nous mobiliser, partout, pour imposer ces exigences. Nous soutiendrons toutes les initiatives qui vont dans ce sens, et en particulier celles qui devront être prises lors de la renégociation de la convention Unedic de l'automne 2005.

Pour signer cet appel, merci de vous connecter à l'adresse suivante :
<http://www.fondation-copernic.org/1200euros>.

Pour tout contact :
Willy Pelletier : tél 06-75-25-77-76 ou wilypelletier@yahoo.fr